

# **SUIVI DES AIDES VERSÉES AUX ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19**

*Données pour le département : "Paris"*



Depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour prévenir la cessation d'activité des petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchés par les conséquences économiques de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des aides du fonds de solidarité  
ventilées par code section NAF (en M€)



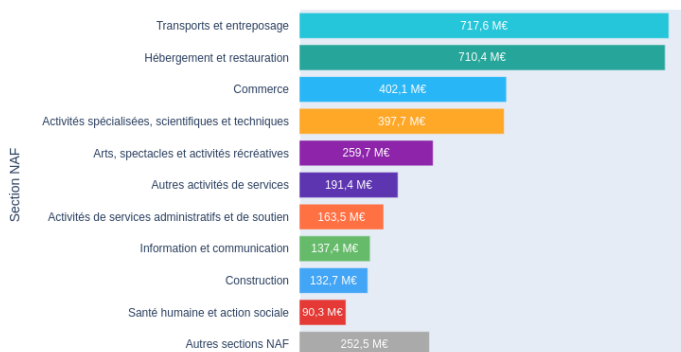
Montant total : 13 718 847 210 euros

Nombre d'aides : 6 706 778

Nombre d'entreprises : 1 932 888

## Niveau Régional : Île-de-France

Top 10 des aides du fonds de solidarité  
ventilées par code section NAF (en M€)



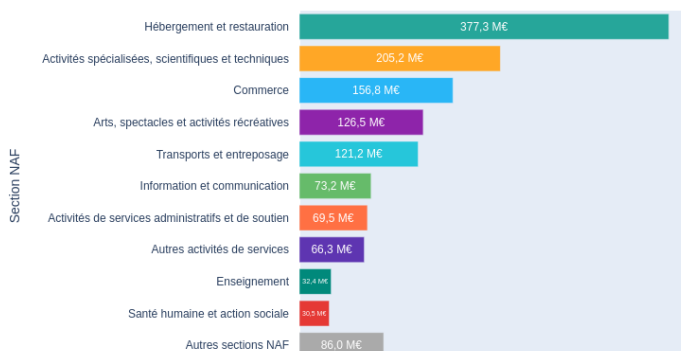
Montant total : 3 455 405 397 euros

Nombre d'aides : 1 608 163

Nombre d'entreprises : 403 531

## Niveau Départemental : Paris

Top 10 des aides du fonds de solidarité  
ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total : 1 344 933 159 euros

Nombre d'aides : 563 679

Nombre d'entreprises : 141 071



Le Gouvernement met en oeuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.  
Les entreprises peuvent désormais contracter un prêt jusqu'au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020.  
Les données utilisées proviennent de la DG Trésor et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des prêts garantis par l'Etat  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 130 763 353 709 euros

Nombre de prêts : 642 694

## Niveau Régional : Île-de-France

Top 10 des prêts garantis par l'Etat  
ventilés par code section NAF (en M€)

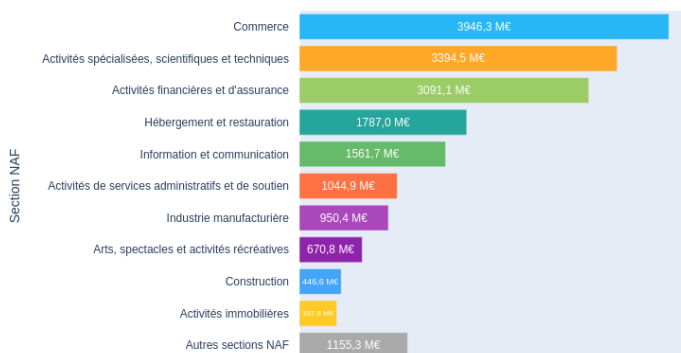


Montant total : 48 511 998 601 euros

Nombre de prêts : 136 616

## Niveau Départemental : Paris

Top 10 des prêts garantis par l'Etat  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 18 446 392 455 euros

Nombre de prêts : 55 029



Le Gouvernement a annoncé le report des principales échéances fiscales des professionnels afin de tenir compte de leurs difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des reports d'échéances fiscales  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 3 326 532 114 euros

Nombre de reports : 110 219

## Niveau Régional : Île-de-France

Top 10 des reports d'échéances fiscales  
ventilés par code section NAF (en M€)

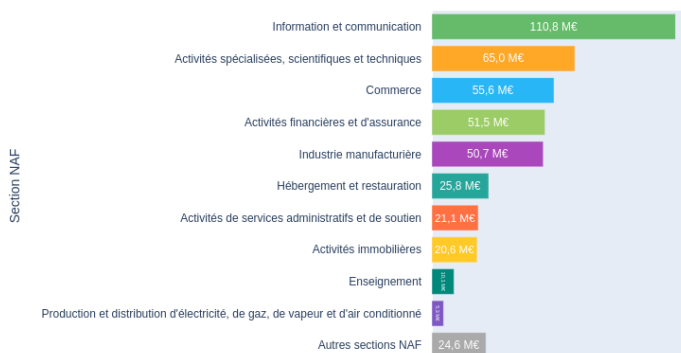


Montant total : 1 094 537 749 euros

Nombre de reports : 16 053

## Niveau Départemental : Paris

Top 10 des reports d'échéances fiscales  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 441 113 566 euros

Nombre de reports : 5 059



Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en place une aide financière exceptionnelle à destination de tous les commerçants et les artisans qui sont en activité au 15 mars 2020 et ont été immatriculés avant le 1er janvier 2019.

Les données utilisées proviennent de l'URSSAF et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des aides CPSTI  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 971 888 425 euros

Nombre d'aides : 1 188 713

## Niveau Régional : Île-de-France

Top 10 des aides CPSTI  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 122 457 218 euros

Nombre d'aides : 159 189

## Niveau Départemental : Paris

Top 10 des aides CPSTI  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 33 763 076 euros

Nombre d'aides : 43 841



L'activité partielle permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés. L'activité partielle s'adresse à tous les salariés qui subissent une baisse de rémunération imputable soit à une réduction de l'horaire de travail pratiqué dans l'établissement ou partie de l'établissement en deçà de la durée légale de travail, soit à une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement. Les données utilisées proviennent de la DARES

## Niveau National



Nombre de demandes : 189 455

Nombre de salariés : 936 960

Heures demandées : 49 649 310

## Niveau Régional : Île-de-France



Nombre de demandes : 55 160

Nombre de salariés : 344 555

Heures demandées : 22 972 260